

un écho au Sénégal, ils ont d'abord mis hors la loi le Parti Africain de l'Indépendance, de tendance marxiste ; puis, avec l'aide de l'appareil militaire français qui restait au Sénégal, ils ont proclamé la sécession d'avec le Soudan.

Aussitôt de Gaulle s'est offert comme médiateur. Les dirigeants du Sénégal ont accepté. Mais ceux du Soudan se sont montrés plus que réservés ; et, aux dernières nouvelles, l'évolution des événements dépendra plutôt d'une intervention de Sekou Touré et d'Houphouët-Boigny qui viennent de se rencontrer.

Il est douteux que les calculs à court terme des gouvernants français, qui voient avec terreur le bloc des pays d'Afrique et d'Asie se renforcer à l'O.N.U. et voter en faveur de l'Algérie indépendante, aboutissent. Si confuse que puisse être la situation en Afrique, et surtout les nouveaux gouvernants dans ce continent, ils comprennent qu'ils doivent servir les rangs contre toutes les manœuvres des vieux impérialistes s'ils ne veulent pas que leur indépendance soit purement formelle. Il n'est pas possible de prévoir comment se dénouera l'affaire du Mali. Mais, outre l'attraction exercée par la Guinée, il y a, surtout au Sénégal, des forces sociales et politiques nullement domestiquées par les Senghor et Cie, des forces qui trouveront dans cette affaire des possibilités de développer une politique hostile à l'impérialisme et à ses agents africains.

★

Dans le Congo ex-Belge

Il est des choses désormais bien acquises : les capitalistes belges, pour ne pas voir leur domination au Congo troublée par des mouvements d'indépendance, avaient instauré un système de pouvoir reposant sur une « force publique » très brutale et privant les indigènes de toute possibilité de s'instruire... sauf pour devenir prêtre. Quand le mouvement d'indépendance s'est révélé avec une puissance irrésistible, les capitalistes belges ont cru pouvoir jouer la carte de l'opposition des tribus, des « ethnies », pour rester pratiquement maîtres des énormes richesses minières de la région.

Mais, quand les mercenaires échouèrent et que fut instauré le gouvernement Lumumba — de nature bourgeoise nationale, mais visant à unifier le pays et à se débarrasser des positions belges — les capitalistes belges encouragèrent leurs hommes de paille à la Tschumbé à déchirer l'unité du pays.

Cette opération s'est heurtée à la conjugaison d'oppositions différentes : celle de toute l'Afrique, car même les bourgeoisies nationales y ont compris que si l'affaire du Katanga réussissait, un danger planerait partout pour leur indépendance étant donné qu'à côté des tendances unificatrices de l'Afrique, il existe aussi des tendances séparatrices réactionnaires ; celle des Etats ouvriers qui ne pouvaient tolérer une situation qui favoriserait les courants les plus réactionnaires, celle des impérialistes américains et britanniques soucieux de ne pas se couper des bourgeoisies indigènes africaines.

La bourgeoisie belge n'a eu de soutien que du gouvernement français, qui a besoin d'alliés pour soutenir sa propre politique impérialiste en Algérie.

Inévitablement la presse a fait grand bruit à propos de quelques violences qui ont eu lieu. Quand c'étaient des impérialistes qui se livraient à des mesures sauvages, la presse n'avait rien à dire ; quand des Africains se rebellent, alors tout est grossi. Notons qu'aucun Belge n'avait été tué au Congo, dans les derniers mois, avant que les troupes belges interviennent, sous prétexte de défendre l'ordre.

L'attitude de l'O.N.U. est caractérisée par le fait qu'elle est le terrain de rencontre de forces contradictoires quant au Congo. Le bloc des pays d'Afrique et d'Asie, ainsi que l'URSS désirent un appui complet à Lumumba, tandis que les Etats-Unis et l'Angleterre, tout en insistant sur le départ rapide et total des forces belges, veulent que des dispositions soient prises pour laisser une place à leurs capitaux. D'où l'attitude de Hammarskjöld et ses conflits avec Lumumba.

Il est très probable que le Congo sera unifié, que les jours des Tschumbé sont comptés. Mais alors surgiront les problèmes les plus fondamentaux. Au cours des événements, les masses travailleuses du Congo, les ouvriers mineurs et autres, n'ont guère eu de rôle indépendant. Ils n'ont pas de véritable parti de classe, leurs syndicats sont faibles. On a même vu, au cours des récents événements, des manifestations de répression anti-ouvrière par les forces gouvernementales. Les masses travailleuses congolaises doivent être aidées par les travailleurs du monde entier et les masses des pays dits sous-développés évacuation immédiate des forces belges, évacuation des forces de l'O.N.U., les seules forces au Congo ne devant être que celles des pays africains. L'aide au peuple congolais en matière de spécialistes de toutes sortes doit être assurée sans aucune condition politique.

★

Cuba - Algérie - La politique du P.C.F.

« L'Humanité », en première page, a titré, sur la Révolution cubaine. L'emploi de ce terme est tout à fait justifié. Il s'agit bien d'une Révolution, nous pourrions même dire d'un processus de Révolution permanente.

Si nous soulignons la justesse du terme employé par « L'Humanité », c'est pour déplorer davantage que l'insurrection des partisans algériens commencée le 1^{er} novembre 1954 n'ait jamais été qualifiée de Révolution, ni sous la plume ni dans la bouche des dirigeants, ni dans un titre avec caractère agitatif.

Les travailleurs français peuvent beaucoup pour le succès de la Révolution cubaine certes, mais leur responsabilité est directement engagée lorsqu'il s'agit de la Révolution algérienne.

Si, au mépris de l'analyse sociale et politique, Thorez et Duclos ont interdit l'emploi des mots Révolution algérienne, c'est parce que leur emploi les aurait conduits à soutenir inconditionnellement et de toutes les manières la lutte des travailleurs algériens.

Ainsi ils auraient été obligés de rompre avec la bourgeoisie française, alliance qui fait depuis vingt-cinq ans le fond de leur politique, qu'ils baptisent de patriotique ou de Front populaire lorsque la situation sociale l'exige.

L'emploi des mots de Révolution algérienne était incompatible avec le vote des pouvoirs spéciaux et le sabotage des manifestations de rappelés.

La direction du P.C.F. a ainsi reculé devant la bourgeoisie française. Quel nom portent ceux qui reculent devant l'ennemi qui les concerne directement ?